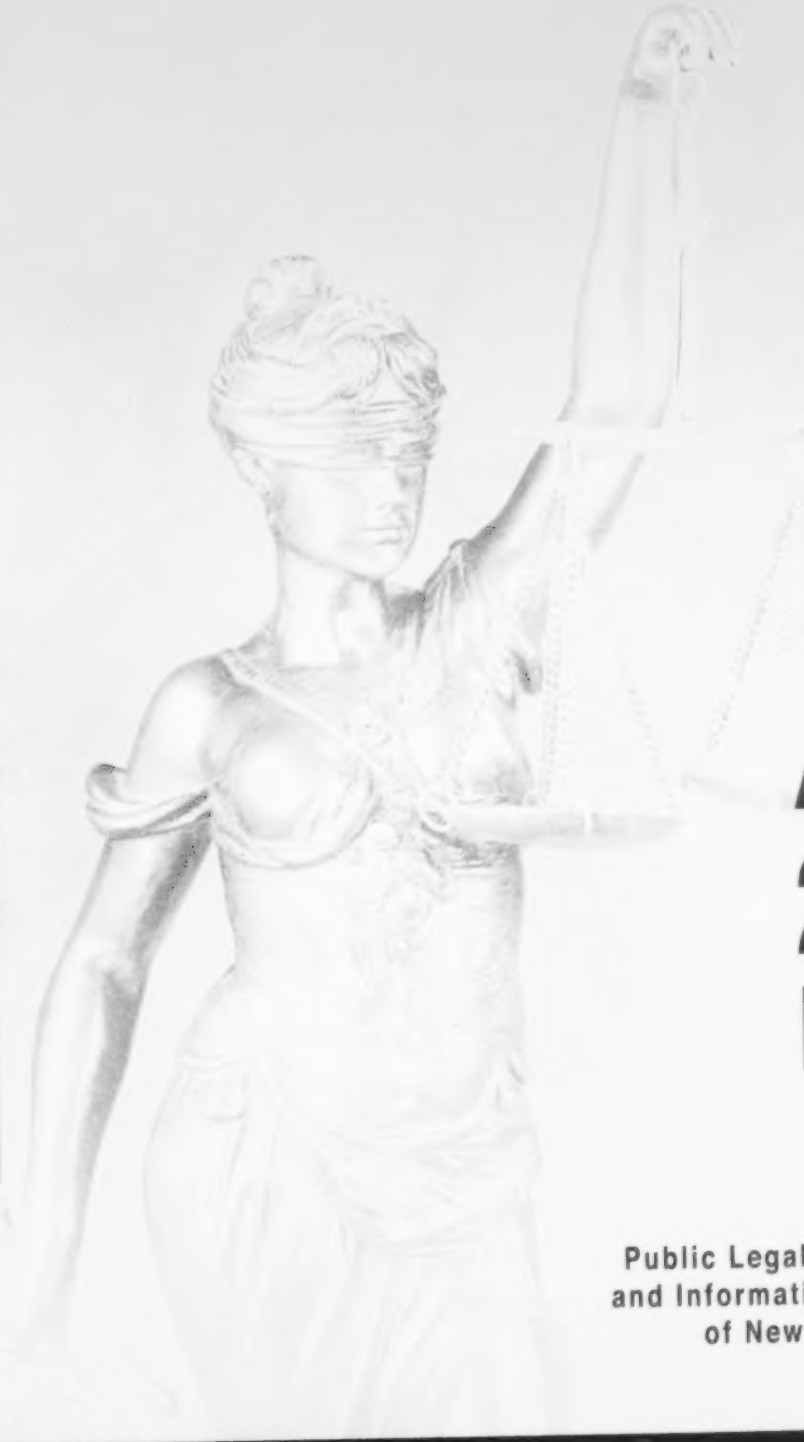


Annual Report
2003-2004
Rapport annuel

Public Legal Education
and Information Service
of New Brunswick

Service public d'éducation
et d'information juridiques
du Nouveau-Brunswick

Executive Director's Report

Deborah Doherty
Executive Director
La directrice générale

Public Legal Education and Information Service of New Brunswick (PLEIS-NB) completed another productive year of delivering law information products and services to the public. I am pleased to report that our core activities, including the publication program, the speaker's bureau, and the family law line, were once again in high demand. Our law information materials were used by schools, courts, nursing homes, transition houses, law firms, the police and hundreds of individuals across New Brunswick. We also conducted legal information workshops for numerous community groups, front line service providers, new immigrants, and others.

New projects this past year included a contract with Indian and Northern Affairs Canada to organize an Atlantic Region Information Session on Matrimonial Real Property on Reserves. As well, Justice Canada contracted with PLEIS-NB to develop a national distribution strategy for their new booklet, Stalking is a Crime Called Criminal Harassment. Another exciting new project is a Youth Justice video exploring the extrajudicial measures being used by police to hold youth accountable in the community. The video will help to dispel myths about youth incarceration and public safety. Finally, we worked with several provincial committees on family violence related projects, including researching and writing materials for a plain language toolkit on Family Violence and the Workplace.

We were particularly pleased this year to have hosted the national conference and annual general meeting of the Public Legal Education Association of Canada (PLEAC). Judging from the conference feedback, Fredericton hospitality will be hard to match.

The success of these activities and events is directly attributable to the dedication and hard work of our staff and volunteers. The general public is well served by their diligence in creating access to law information. The efforts of our volunteers, legal professionals, law students, and community leaders, cannot be underestimated in the development of our materials and the high calibre of our services. We look forward to the challenges of the year ahead.

Deborah Doherty
Executive Director

Rapport de la directrice générale

Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) a de nouveau connu une année productive au cours de laquelle il a fourni des produits et des services d'information juridique à la population. Je suis heureuse de signaler que nos activités de base, comme le programme de publication, le service des conférenciers et la ligne d'information sans frais sur le droit de la famille, ont encore une fois été très prisées. Notre documentation juridique a été utilisée par les écoles, les tribunaux, les foyers de soins, les maisons de transition, les cabinets d'avocat, les services de police et des centaines de personnes partout au Nouveau-Brunswick. Nous avons également mis sur pied des ateliers d'information juridique à l'intention de nombreux groupes communautaires, fournisseurs de services de première ligne, nouveaux immigrants et autres intéressés.

Parmi les nouveaux projets qui ont été mis en branle cette année, mentionnons l'entente conclue avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien dans le but d'organiser, dans la région de l'Atlantique, une séance d'information au sujet des biens-fonds matrimoniaux qui se trouvent dans les réserves. Par ailleurs, Justice Canada a conclu une entente avec le SPEIJ-NB afin d'élaborer une stratégie nationale de distribution de son nouveau dépliant intitulé Traquer quelqu'un est un crime appelé harcèlement criminel. La vidéo sur la justice pour les adolescents, qui passe en revue les mesures extrajudiciaires que les policiers emploient pour tenir les adolescents responsables de leurs actes dans la collectivité, est un autre projet captivant. Cette vidéo aidera à réfuter les mythes au sujet de l'emprisonnement des adolescents et de la sécurité publique. Finalement, nous avons collaboré avec plusieurs comités provinciaux dans le cadre de projets de lutte contre la violence familiale, et nous avons notamment fait des recherches et rédigé des documents en vue de la préparation d'une trousse de vulgarisation sur la violence familiale en milieu de travail.

Nous avons été très heureux d'accueillir cette année la conférence nationale et l'assemblée générale annuelle de l'Association canadienne de vulgarisation et d'éducation juridiques (ACVEJ). Si l'on s'en tient à leurs réactions, les participants ne sont pas près d'oublier l'accueil qu'ils ont reçu à Fredericton.

La réussite de ces activités est directement attribuable au dévouement et au travail acharné de nos employés et de nos bénévoles. Le grand public est bien servi par la façon diligente dont ils lui donnent accès à l'information juridique. Nous ne pouvons passer sous silence les efforts déployés par nos bénévoles, par les spécialistes du droit, par les étudiants en droit et par les dirigeants communautaires qui ont aidé à concevoir nos documents et à maintenir le calibre de nos services. Nous avons hâte de relever les défis qui se présenteront à nous au cours de la prochaine année.

La directrice générale,
Deborah Doherty

105-03059/

People

PLEIS-NB experienced several staffing changes and new faces this past year. The executive director returned from a two-year secondment, while the acting director, Teena Thorne, took up new challenges with the Courts in Nunuvut. We also bid farewell to staff members Lindsay Manuel and Jill Fraser who were to replace by a new Youth Justice Project Coordinator and a Law Line Operator. Joining our team were three law students and an acting bookkeeper who replaced Lan Ma who is on maternity leave caring for our newest PLEIS supporter Ben-Ben. Leaving the Board this year was Deputy Chief Les Chipperfield who has taken a position at Holland College in PEI.

BOARD OF DIRECTORS - 2003-2004

Judith Keating (President)
Legislative Services
P.O. Box 6000,
Fredericton, NB E3B 5H1

Janet Cameron (Vice-President)
Department of Justice
P.O. Box 6000
Fredericton, NB E3B 5H1

Deborah Doherty (Secretary-Treasurer)
PLEIS-NB, P.O. Box 6000
Fredericton, NB E3B 5H1

Grant Garneau
Law Office, P.O. Box 643, Stn. A
Fredericton, NB E3B 5A6

Deputy Chief Les Chipperfield
Fredericton City Police Force
311 Queen Street
Fredericton, NB E3B 1B1

Suzanne Bonnell Burley
Justice Services,
Department of Justice
P.O. Box 6000,
Fredericton, NB E3B 5H1

Lynne Castonguay
Centre internationale de
la common law en français,
Faculté de droit Université de
Moncton
Moncton, NB E1A 3E9

Margaret McCallum
Faculty of Law, Ludlow Hall
University of New Brunswick,
P.O. Box 4400, Stn. A
Fredericton, NB E3B 5A3

Karen Pearlston
Faculty of Law, Ludlow Hall
University of New Brunswick
P.O. Box 4400, Stn. A
Fredericton, NB E3B 5A3

Personnel

Au cours de l'année dernière, le SPEIJ-NB a connu plusieurs changements au sein de son personnel, qui compte maintenant de nouveaux visages. La directrice générale a repris son poste après une affectation temporaire d'une durée de deux ans, et la directrice par intérim, Teena Thorne, a accepté de relever un nouveau défi auprès des tribunaux du Nunavut. Nous avons également fait nos adieux à nos employées Lindsay Manuel et Jill Fraser, qui ont été remplacées par la nouvelle coordonnatrice du Projet de justice pour les jeunes et par l'opératrice de la ligne d'information sans frais sur le droit de la famille. Nous avons aussi accueilli au sein de notre équipe trois étudiantes en droit et une aide-comptable par intérim qui a remplacé Lan Ma pendant que celle-ci est en congé de maternité pour s'occuper du plus petit des amis du SPEIJ, Ben-Ben. Au cours de l'année, le chef adjoint Les Chipperfield a quitté le conseil d'administration pour accepter un poste au collège Holland à l'Île-du-Prince-Édouard.

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2003-2004

Judith Keating (présidente)
Services législatifs
C. P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

Janet Cameron (vice-présidente)
Ministère de la Justice
C. P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

Deborah Doherty (secrétaire-trésorière)
SPEIJ-NB, C. P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

Grant Garneau
Cabinet d'avocats, C. P. 643, succ. A
Fredericton (N.-B.) E3B 5A6

Les Chipperfield, chef adjoint
Service de police de Fredericton
311, rue Queen
Fredericton (N.-B.) E3B 1B1

Suzanne Bonnell Burley
Services à la justice,
ministère de la Justice
C. P. 6000
Fredericton (N.-B.) E3B 5H1

Lynne Castonguay
Centre international de la common
law en français, faculté de droit
Université de Moncton
Moncton (N.-B.) E1A 3E9

Margaret McCallum
Faculté de droit, Ludlow Hall
Université du Nouveau-Brunswick
C. P. 4400, succ. A
Fredericton (N.-B.) E3B 5A3

Karen Pearlston
Faculté de droit, Ludlow Hall
Université du Nouveau-Brunswick
C. P. 4400, succ. A
Fredericton (N.-B.) E3B 5A3

STAFF / MEMBRES DU PERSONNEL

Deborah Doherty, Ph.D.
Executive Director
Directrice générale

Stacey Brown , LL.B.
Youth Justice
Project Coordinator
Coordonnatrice du Projet de la justice pour les jeunes

Donna DesRoches,
Family Law Line Operator
Opératrice de la ligne d'information sans frais sur le droit de la famille

Kelly Simpson ,
Acting Administrative Assistant
Adjointe administrative par intérim

Rose Haché,
Administrative Support (in-kind support)
Soutien administratif (ce poste fait partie de l'aide matérielle reçue)

Nadia MacPhee,
Legal Researcher,
UNB Law Student
Recherchiste juridique et étudiante en droit à l'UNB

Kelly McLaughlin,
Legal Researcher,
UNB Law Student
Recherchiste juridique et étudiante en droit à l'UNB

Melissa Melanson,
Legal Researcher,
UNB Law Student
Recherchiste juridique et étudiante en droit à l'UNB

ISBN: 1-55396-560-4

Public Legal Education and Information Service of New Brunswick
P.O. Box 6000, Fredericton, New Brunswick E3B 5H1
Tel: (506) 453-5369 Fax: (506) 462-5193 E-mail: pleisnb@web.ca
Web site: www.legal-info-legale.nb.ca
June 2004

Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1
Telephone : (506) 453-5369 Télécopieur : (506) 462-5193 Courriel : pleisnb@web.ca
Site Web : www.legal-info-legale.nb.ca
Juin 2004

Volunteers & Partners

PLEIS-NB benefits from the significant contributions of volunteers and partners. In 2003-04, we estimate that the dollar value of the time provided by volunteers amounted to $45,000. This included hundreds of hours of service donated by lawyers, law students and non-lawyers. These individuals organized or spoke at events, participated in editorial review and feedback regarding the legal accuracy of new materials, assisted with terminology, and supported student researchers. In addition, volunteers helped with administrative work, mail outs, kit stuffing, writing and much more. Many private sector organizations and government departments provided in-kind support by distributing materials, providing free meeting space and offering services. The generous support of the New Brunswick legal community and others has enabled PLEIS-NB to offer the public high calibre, extensive law information programs and services, which are in high demand. Of particular note was the valuable contribution of the Pro-Bono Students Program, which provided law students from both the University of New Brunswick and l'Université de Moncton. Although it is not possible to mention all the volunteers and agencies who assisted us, we would like to extend our gratitude and appreciation to everyone who contributed to helping New Brunswickers know the law.

A special thanks for the hard work and dedication of all the staff, Board Members, volunteers and supporters of PLEIS-NB.

Volunteers and partners attend Annual BBQ.

Bénévoles et partenaires

Le SPEIJ-NB a la chance de pouvoir compter sur la collaboration importante de ses bénévoles et de ses partenaires. Nous avons évalué que la valeur du temps que nous ont consacré nos bénévoles en 2003-2004 s'élève à 45 000 $. Ce chiffre comprend les centaines d'heures de services offertes gratuitement par des avocats, des étudiants en droit et des non-juristes. Ces personnes ont organisé ou animé des événements, elles ont pris part à la révision des publications et nous ont offert leurs observations au sujet de l'exactitude juridique des nouveaux documents, elles ont vérifié la terminologie et elles ont aidé les étudiantes recherchistes. De plus, les bénévoles nous ont donné un coup de main pour faire du travail administratif et des envois, pour préparer des pochettes d'information, pour rédiger des textes et ainsi de suite. Bon nombre d'organisations du secteur privé et de ministères nous fournissent une aide matérielle en distribuant nos documents, en nous fournissant gratuitement des locaux de réunion et en nous offrant des services. Grâce au généreux soutien du milieu juridique du Nouveau-Brunswick et d'autres intervenants, le SPEIJ-NB est en mesure d'offrir à la population des programmes et services d'information juridique de haut niveau qui sont très en demande. Il convient de souligner la contribution précieuse du Programme canadien pro bono pour étudiants et étudiantes qui a mis à notre disposition des étudiants en droit de l'Université du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton. Il est impossible d'énumérer tous les bénévoles et les organismes qui nous ont aidés, mais nous aimerions faire part de notre gratitude et de notre appréciation à tous ceux qui ont contribué à mieux faire connaître le droit aux Néo-Brunswickoises et aux Néo-Brunswickois.

Nous remercions tout spécialement tous les membres du personnel et du conseil d'administration, les bénévoles et les amis du SPEIJ-NB pour leur dévouement et leur travail acharné.

Partenaires et amis présents au barbecue du SPEIJ-NB.

Programs & Services

PUBLICATION PROGRAM

PLEIS-NB publishes over 75 bilingual products such as pamphlets, booklets and posters. Most are free of charge for quantities under fifty. Our material is widely used around the province. In 2003-04, we responded to nearly 5,000 requests for information and distributed over 90,0000 plain language materials about the law. Distribution occurred through individual requests, conferences, exhibits, and mailings. Several agencies and government departments shared our products with the public, most notably Service New Brunswick and the Courts, as well as the Departments of Public Safety, Family and Community Services, and Education. In addition, over 300 individuals called for general information, most often on the divorce guide, small claims, and consumer law.

Telephone contact remains the most popular method of ordering materials. Almost half of the 5,000 requests (not including the family law line) came via telephone. About 20% of the requests were faxes from "repeat customers" and 11% were emails from our web site. The four top users of our materials in 2003-04 were schools, legal services (lawyers, legal aid, etc), Court Services, and RCMP/Police. Although 90% of our materials were ordered by diverse front line service providers, 10% were sent directly to individuals. The kinds of material requested varied depending on the agency making the request. Overall, the most frequently requested materials were: family law (23%), violence in schools (19%) and family violence (10%). A geographic review of distribution shows that Fredericton, Moncton and Saint John requested about 40% of our materials. However, these larger urban centres are home to many provincial non-profits and government organizations who then distribute the materials around the province. Generally, PLEIS-NB materials are used in every County, including rural areas. Bathurst and Campbellton both ordered nearly 5000 pamphlets, while Edmundston, Woodstock, Perth-Andover and Miramichi each ordered close to 3,000 pamphlets. About 70% of all requests were for English materials, and 30% were for French or bilingual products.

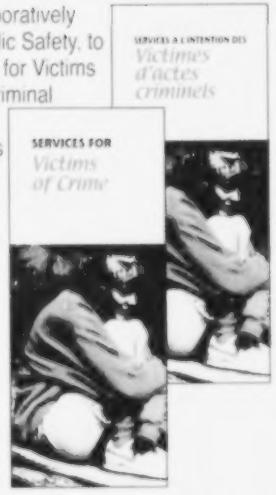
Programmes et services

PUBLICATIONS

Le SPEIJ-NB publie plus de 75 documents bilingues sous forme de dépliants, de brochures et d'affiches. La plupart sont offerts gratuitement (si on en commande moins de 50). Beaucoup de gens consultent notre documentation dans toute la province. En 2003-2004, nous avons répondu à près de 5 000 demandes de renseignements et nous avons distribué plus de 90 0000 documents de vulgarisation au sujet du droit. Nous avons distribué notre documentation en réponse à des demandes de particuliers, à l'occasion de conférences et d'expositions et au moyen d'envois postaux. Plusieurs organismes et ministères ont fait connaître nos produits au public, notamment Services Nouveau-Brunswick, les tribunaux et les ministères de la Sécurité publique, des Services familiaux et communautaires et de l'Éducation. En outre, plus de 300 personnes ont appelé pour obtenir des renseignements généraux, surtout au sujet du guide du divorce, des petites créances et du droit de la consommation.

Le téléphone demeure le moyen le plus utilisé pour commander de la documentation. Près de la moitié des quelque 5 000 demandes que nous avons reçues (si l'on fait exception de la ligne d'information sans frais sur le droit de la famille) nous ont été adressées par téléphone. Environ 20 p. 100 des demandes nous ont été envoyées par télécopieur par des « clients réguliers », et 11 p. 100 ont été faites par courriel à même notre site Web. Les quatre principaux groupes qui ont commandé notre documentation en 2003-2004 étaient les écoles, les fournisseurs de services juridiques (avocats, Aide juridique, etc.), les Services aux tribunaux ainsi que la GRC et les autres corps policiers. En tout, 90 p. 100 de nos documents ont été commandés par des fournisseurs de services de première ligne, et 10 p. 100 ont été envoyés directement à des particuliers. Le genre de documents commandés variait selon l'organisme qui en faisait la demande. Dans l'ensemble, les documents les plus fréquemment commandés étaient ceux qui traitent du droit de la famille (23 p. 100), de la violence à l'école (19 p. 100) et de la violence familiale (10 p. 100). La ventilation géographique de la documentation distribuée montre que les gens de Fredericton, de Moncton et de Saint-Jean ont commandé à peu près 40 p. 100 de nos documents. Mais il faut dire qu'on trouve dans ces centres urbains un grand nombre d'organismes provinciaux à but non lucratif et d'organisations gouvernementales qui redistribuent des documents dans toute la province. En gros, la documentation du SPEIJ-NB est consultée dans tous les comtés, y compris dans les régions rurales. Les résidants de Bathurst et de Campbellton ont commandé respectivement près de 5 000 dépliants, et ceux d'Edmundston, de Woodstock, de Perth-Andover et de Miramichi, près de 3 000 dépliants dans chaque cas. Environ 70 p. 100 des clients désiraient des documents en anglais, et 30 p. 100 ont commandé des produits en français ou dans les deux langues.

New Products: This past year we worked collaboratively with Victim Services Branch, Department of Public Safety, to update and publish a new pamphlet on Services for Victims of Crime. The revisions reflect changes to the Criminal Code, as well as a response to feedback from a public consultation conducted by Victim Services in 2003. The new booklet is intended to assist victims in understanding how they can play a more significant role in the criminal justice process. We also produced a new information card for police to hand out to all victims. We are currently distributing the new brochures and cards to victim service workers, courts, police, transition houses, community agencies, and others.



TOLL-FREE FAMILY LAW LINE
1-888-236-2444.

In 2003-04, PLEIS-NB continued to operate a toll free family law line in collaboration with Court Services, Department of Justice. This line provides general information about family law and is also the toll-free line (1-888-236-2444) for separating or divorcing parents to call to register for the provincial program called "For the Sake of the Children". In addition to child support information, callers typically requested general information on an array of family law topics such as custody, divorce, separation, domestic legal aid and so on. This past year, the operator responded to 2,898 calls, 1,953 for registration in the course, and 154 related to general family law matters.

Donna DesRoches,
Family Law Line Operator
Opératrice de la ligne d'information sans frais sur le droit de la famille

WEB SITE - www-legal-info-legale.nb.ca

The PLEIS-NB web site continues to be a valuable source of legal information for the public. PLEIS-NB received funding from Justice Canada to convert almost all of our 70+ bilingual publications into HTML to add to our web site. The web site promotes widespread electronic access to law information in both official languages. The new and improved web site is easier to navigate and PLEIS-NB staff were able to make changes in-house. As a result, we can now maintain an active "What's New" section providing regular updates on activities and law-related information. Just two years ago, we typically received about 2000 unique visitors a year. This past year, our web site had 63,380 unique visitors. Although visitors to the site came from around the world, the top three geographic locations were New Brunswick, the USA and France. The most frequently visited section was our publications.

Nouveaux produits : Au cours de la dernière année, nous avons travaillé en collaboration avec la Direction des services aux victimes du ministère de la Sécurité publique dans le but de mettre à jour et de publier un nouveau dépliant au sujet des services aux victimes d'actes criminels (brochure et fiches de renseignements). Les changements qui ont été apportés au dépliant tiennent compte des modifications au Code criminel ainsi que des observations qui ont été formulées lors d'une consultation publique réalisée par les Services aux victimes en 2003. Cette nouvelle brochure a pour but d'aider les victimes à comprendre qu'elles peuvent jouer un rôle plus important dans l'administration de la justice pénale. Nous avons aussi produit une nouvelle fiche de renseignements que les policiers remettent à toutes les victimes. Nous nous affairons actuellement à distribuer les nouvelles brochures et fiches de renseignements aux intervenants des services aux victimes, aux tribunaux, aux services de police, aux maisons de transition, aux organismes communautaires, etc.

LIGNE D'INFORMATION SANS FRAIS SUR LE DROIT DE LA FAMILLE : 1-888-236-2444

En 2003-2004, le SPEIJ-NB a continué à assurer le fonctionnement d'une ligne d'information sans frais sur le droit de la famille, en collaboration avec les Services aux tribunaux du ministère de la Justice. Un appel à ce service permet d'obtenir des renseignements au sujet du droit de la famille; les parents en instance de séparation ou de divorce doivent également appeler ce numéro sans frais (1 888 236-2444) pour s'inscrire au programme provincial, Pour l'amour des enfants. Outre les renseignements au sujet des pensions alimentaires pour les enfants, les gens qui appellent veulent généralement obtenir de l'information d'ordre général sur une panoplie de questions en droit de la famille, comme la garde des enfants, le divorce, la séparation, l'Aide juridique en droit de la famille, etc. Au cours de l'année qui vient de prendre fin, l'opératrice a répondu à 2 898 appels, dont 1 953 concernaient l'inscription au cours destiné aux parents, et 154 portaient sur des questions d'ordre général en droit de la famille.

SITE WEB : www.legal-info-legale.nb.ca

Le site Web du SPEIJ-NB continue d'être une source précieuse de renseignements juridiques pour la population. Le SPEIJ-NB a reçu une aide financière de Justice Canada qui lui a permis de présenter ses quelque 70 publications bilingues en format HTML et de les afficher dans son site Web. Le site Web facilite l'accès électronique généralisé à l'information juridique dans les deux langues officielles. Il est plus facile de naviguer dans notre nouveau site Web amélioré et les membres du personnel du SPEIJ-NB ont pu apporter des changements eux-mêmes. Nous pouvons donc dorénavant tenir à jour la page Quoi de neuf? et y donner régulièrement des nouvelles de nos activités ainsi que des renseignements sur le droit. Il y a à peine deux ans, notre site accueillait chaque année normalement autour de 2 000 internautes individuels. L'année dernière, nous en avons compté 63 380. Notre site Web a été visité par des internautes du monde entier. Mais c'est du Nouveau-Brunswick, des États-Unis et de la France que provenaient le plus grand nombre de visiteurs. La page la plus fréquemment consultée était celle des publications.

VIDEO LENDING LIBRARY

PLEIS-NB offers a video lending library of close to 40 videos on a variety of legal topics. Many of the videos are available in both official languages, although some may be available only in the language of production. Over 50 video bookings were made with schools, universities and community groups who incorporated a video into their educational activities. We also sold many of our own videos dealing with family violence and youth justice.

SPEAKER'S BUREAU

PLEIS-NB operates a Speakers Bureau which provides lawyers and non-lawyers who are experts on a range of legal topics and who are willing to talk to community groups free of charge. This year, PLEIS-NB provided speakers for numerous community events.

SELF-HELP GUIDES

PLEIS-NB is in the process of updating both its **Doing Your Own Divorce in New Brunswick** ($10) guide and the **Child Support Variation Kit**. These materials are in extremely high demand. This past year, we sold over 250 copies of the guide, and libraries loaned the guide to hundreds of individuals.

INFORMATION SESSIONS & OTHER PROJECTS

PLEIS-NB once again worked collaboratively with the Securities Branch, Department of Justice of Canada, to offer investor education information sessions around the province. With a focus on investment fraud and wills and estate planning, these workshops were popular with seniors. Justice Canada contracted with PLEIS-NB to devise a national distribution strategy for their new Stalking is a Crime Called Criminal Harassment. PLEIS-NB worked collaboratively with our Atlantic PLEI counterparts on a family violence project and we also provided information sessions about the law to several English Second Language classes and community groups and conducted numerous presentations on family violence related topics.

VIDÉOTHÈQUE

Le SPEIJ-NB dispose d'une vidéothèque qui compte près de 40 titres portant sur une gamme de questions d'ordre juridique. Bon nombre de ces vidéos sont disponibles dans les deux langues officielles, mais d'autres ne sont offertes que dans la langue dans laquelle elles ont été produites. Plus de 50 prêts ont été consentis à des écoles, des universités et des groupes communautaires qui désiraient intégrer une vidéo à leurs activités pédagogiques. Nous avons également vendu beaucoup de nos propres vidéos qui traitent de violence familiale et de justice pour les adolescents.

SERVICE DE CONFÉRENCIERS

Le SPEIJ-NB offre un service de conférenciers regroupant des avocats et des non-juristes qui sont spécialistes de diverses questions juridiques et qui sont disposés à adresser la parole gratuitement à des groupes communautaires. L'année dernière, le SPEIJ-NB a fourni les services de conférenciers à l'occasion de nombreuses manifestations communautaires.

GUIDES PRATIQUES

Le SPEIJ-NB est en train de mettre à jour le guide **Obtenir son propre divorce au Nouveau-Brunswick** (10 $) et la **Trousse de modification de la pension alimentaire pour enfants**. La demande pour ces documents est extrêmement forte. L'année dernière, nous avons vendu plus de 250 exemplaires du guide, et les bibliothèques l'ont prêté à des centaines de personnes.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET AUTRES PROJETS

Encore une fois, le SPEIJ-NB a collaboré avec la Direction de l'administration des valeurs mobilières du ministère de la Justice afin d'organiser des ateliers d'information à l'intention des investisseurs partout dans la province. Ces ateliers, qui mettaient l'accent sur les placements frauduleux, le testament et la planification successorale, ont remporté beaucoup de succès auprès des personnes âgées. Justice Canada a conclu une entente avec le SPEIJ-NB dans le but d'élaborer la stratégie nationale de distribution de son dépliant intitulé Traquer quelqu'un est un crime appelé harcèlement criminel. Le SPEIJ-NB a travaillé en collaboration avec les autres services publics d'éducation et d'information juridiques de l'Atlantique dans le cadre d'un projet sur la violence familiale. Nous avons également organisé des séances d'information juridique devant plusieurs classes d'anglais langue seconde et groupes communautaires, et nous avons fait de nombreux exposés sur des questions qui concernent la violence familiale.

Special Projects & Contracts

Stacey Brown
Youth Justice
Project Coordinator
Coordonnatrice de projets de la justice pour les jeunes

YOUTH JUSTICE INITIATIVE

In 2003-04, PLEIS-NB continued its work educating the public about the new ***Youth Criminal Justice Act***. We visited numerous schools around the province giving presentations to students in the classroom, as well as to teachers, caregivers, parents and community. We shared relevant materials at conferences and workshops including a family violence conference in Fredericton and two conferences in the Miramichi, namely the Canadian Bar Association's Mid Winter Meetings in the Miramichi and a Youth Justice forum. Working with the Fredericton Police, we also offered an information session for service providers. Products available from PLEIS-NB include:

- New Brunswick Youth Justice Information Tool Kits
- Chasing Away Rain Clouds video
- Lesson Plan and Discussion Guides
- "How do you fit in" Pamphlets
- PLEIS-NB bookmarks
- Youth Justice bookmarks and stickers
- Youth Justice Supporting Youth with Disabilities brochure
- Puzzle Game CD
- Boomer Law Challenge - a CD-ROM Game about the law for children age 7-11 years of age (began provincial and national distribution)
- Dating Violence pamphlets and Sexual Harassment in Schools brochures
- "Let's Stop Bullies! workbooks, parent's guide and bookmarks
- Youth Justice T-shirts

Projets spéciaux et contrats

INITIATIVE DE RENOUVELLEMENT DE LA JUSTICE POUR LES ADOLESCENTS

En 2003-2004, le SPEIJ-NB a continué son travail de sensibilisation de la population au sujet de la nouvelle ***Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents***. Nous nous sommes rendus dans de nombreuses écoles partout dans la province afin d'y faire des exposés devant les élèves en classe ainsi qu'à l'intention des enseignants, des fournisseurs de soins, des parents et des membres de la collectivité. Nous avons distribué de la documentation pertinente lors de conférences et d'ateliers, notamment à l'occasion d'une conférence sur la violence familiale à Fredericton et de deux activités qui ont eu lieu dans la région de Miramichi, soit l'Assemblée de la mi-hiver de l'Association du Barreau canadien et un forum sur la justice pour les adolescents. De concert avec le service de police de Fredericton, nous avons aussi organisé une séance d'information à l'intention des fournisseurs de services. Voici une liste des produits qu'on peut se procurer auprès du SPEIJ-NB :

- Trousse d'information sur la justice pour les adolescents du Nouveau-Brunswick
- Vidéo Chasser les nuages
- Plan de cours et guide de discussion
- Dépliant Quel est votre rôle?
- Signet du SPEIJ-NB
- Signet et autocollant sur la justice pour les adolescents
- Brochure À la rescousse des jeunes handicapés dans le système judiciaire
- Casse-tête sur CD
- Boomer Law Challenge : jeu juridique sur CD-ROM pour les enfants âgés de 7 à 11 ans (début de la distribution dans la province et à l'échelle nationale)
- Dépliants sur la violence dans les fréquentations et brochures sur le harcèlement sexuel dans les écoles
- Cahier d'activités, guide à l'intention des parents et signet Fini l'intimidation!
- T-shirt sur la justice pour les adolescents

- Volunteers and the Law: Helping New Brunswickers Help Themselves
- The ***Youth Criminal Justice Act***: Summary and Background (Justice Canada)

Finally, we commenced work, thanks to Justice Canada project funding, on a video featuring the innovative ways that police and RCMP are applying extrajudical (out-of-court) measures to hold youth accountable for their actions in the community. Our new Youth Justice Project Coordinator began working with an Advisory Committee of criminal justice experts and stakeholders to identify promising initiatives. We expect to launch the video next fall.

- Les bénévoles et le droit : Le droit à la portée des Néo-Brunswickois
- La ***Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*** : Résumé et historique (Justice Canada)

Enfin, grâce au financement du projet par Justice Canada, nous avons commencé à tourner une vidéo mettant en scène les méthodes innovatrices qu'emploient les services de police et la GRC lorsqu'il s'agit d'appliquer des mesures extrajudiciaires pour rendre les adolescents responsables de leurs actes au sein de la collectivité. La nouvelle coordonnatrice de notre Projet de la justice pour les jeunes a commencé à travailler avec un comité consultatif qui est composé de spécialistes de la justice pénale et d'intervenants afin de trouver des initiatives prometteuses. Nous espérons faire le lancement de la vidéo l'automne prochain.

The Fredericton Police Force's referral database for troubled juveniles was explained during an information session on the new ***Youth Criminal Justice Act***. In attendance were, from left, Kim Quartermain, Fredericton Police Force; John Barrow, John Howard Society; and Deborah Doherty, Executive Director of the PLEIS-NB.

Le 30 mars 2004, au cours d'une séance d'information concernant la nouvelle ***Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents***, un exposé a été présenté au sujet de la base de données de référence du corps de police de Fredericton sur les jeunes en difficulté. Étaient présents (dans l'ordre habituel) : Kim Quartermain, du corps de police de Fredericton; John Barrow, de la Société John Howard; et Deborah Doherty, directrice générale du SPEIJ-NB.
The Daily Gleaner/Michael Staples Photo

ATLANTIC REGION INFORMATION SESSION: MATRIMONIAL PROPERTY ON RESERVES

Under contract with Indian and Northern Affairs Canada, PLEIS-NB organized an Atlantic Region Information Session on Matrimonial Real Property on Reserves. This event, attended by 24 representatives from First Nations organizations, was held in Moncton in March 2004. We were pleased to work collaboratively with our PLEI counterparts in PEI, Nova Scotia and Newfoundland, and have the opportunity of meeting representatives from First Nations' organizations and agencies from around the Atlantic Provinces.

SÉANCE D'INFORMATION DE LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE SUR LES BIENS MATRIMONIAUX QUI SE TROUVENT DANS LES RÉSERVES

Dans le cadre d'une entente avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le SPEIJ-NB a organisé la séance d'information de la région de l'Atlantique sur les biens matrimoniaux qui se trouvent dans les réserves. Cet atelier, auquel ont assisté 24 représentants des premières nations, a eu lieu à Moncton en mars 2004. Nous avons eu le plaisir de collaborer avec nos collègues des services publics d'éducation et d'information juridiques de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et nous avons eu l'occasion de rencontrer des représentants de plusieurs organisations et organismes autochtones de toutes les provinces de l'Atlantique.

COMMITTEES AND CONSULTATIONS

PLEIS-NB participates in a variety of consultations dealing with law information matters. We also sit on several committees. Some of the key work undertaken this past year include:

- **New Brunswick Silent Witness Organizing Committee:** As a member of the committee, travelled to numerous events to speak about domestic homicide issues, including presentation in Ottawa to the National Union of Public and General Employees and at the Nation Victim's Conference: Looking Forward and the Department of Justice Canada. Presentations were also made to the annual meeting of the Public Legal Education Association of Canada, a family violence conference and many others.

- **Provincial Caring Partnership Committee:** This committee oversees the implementation of grass roots public awareness campaigns on family violence prevention. As a member, PLEIS-NB acted as the co-chair of a provincial family violence conference held in Fredericton in November 2003.

- **Atlantic Regional Coordinating Committee on Crime Prevention and Community Safety:** PLEIS-NB continued to sit on the Atlantic Coordinating Committee on Crime Prevention and Community Safety and to attend the annual conference in Truro in June 2003. PLEIS-NB worked to ensure that the Committee has a variety of contacts in New Brunswick.

- **Family Violence Legislation Consultation:** Participated in provincial Department of Justice consultation on proposed new family violence prevention legislation.

- **Minister's Working Group on Violence Against Women:** Participated in the annual meeting with the Minister Responsible for the Status of Women.

- **Research Activity:** As a member of two research teams, Family Violence on the Farm and in Rural Communities and the Tantramar Family Violence Health Services Team, PLEIS-NB brings a wealth of research experience and knowledge transfer expertise.

COMITÉS ET CONSULTATIONS

Le SPEIJ-NB a pris part à une série de consultations dans le domaine de l'information juridique. Notre service est aussi membre de plusieurs comités. Voici certaines des principales initiatives mises en branle au cours de l'année dernière :

- **Comité organisateur Une témoin silencieuse du Nouveau-Brunswick :** En tant que membre du comité, notre représentante s'est rendue à de nombreuses manifestations pour parler des questions de violence familiale, et elle a fait des exposés à Ottawa devant le Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public, la Conférence nationale des victimes d'actes criminels et le ministère de la Justice du Canada. Des exposés ont aussi été présentés lors de l'assemblée nationale de l'Association canadienne de vulgarisation et d'éducation juridiques, de conférences sur la violence familiale et de bien d'autres occasions.

- **Comité provincial de partenariat d'entraide On vous a à coeur :** Ce comité est chargé d'encadrer la mise en oeuvre de campagnes populaires de sensibilisation à la prévention de la violence dans la famille. En tant qu'organisme membre du comité, le SPEIJ-NB a agi comme co-président de la conférence provinciale sur la violence familiale qui a eu lieu à Fredericton en novembre 2003.

- **Comité de coordination de l'Atlantique sur la prévention du crime et la sécurité communautaire :** Le SPEIJ-NB est toujours membre du Comité de coordination de l'Atlantique sur la prévention du crime et la sécurité communautaire, et sa représentante a assisté à la conférence annuelle qui a eu lieu à Truro en juin 2003. Le SPEIJ-NB s'efforce d'établir de nombreux contacts pour le comité au Nouveau-Brunswick.

- **Consultation au sujet des nouvelles mesures législatives sur la violence familiale :** Le SPEIJ-NB a participé à la consultation organisée par le ministère provincial de la Justice au sujet du projet de nouvelles mesures législatives sur la prévention de la violence dans la famille.

- **Groupe de travail de la ministre sur la violence faite aux femmes :** Le SPEIJ-NB a pris part à la réunion annuelle avec la ministre responsable de la condition de la femme.

- **Activités de recherche :** À titre de membre d'une équipe de recherche sur la violence familiale en milieu rural et de l'équipe de services de santé aux victimes de violence familiale de Tantramar, la représentante du SPEIJ-NB a contribué sa grande expérience de la recherche ainsi que ses connaissances.

Financial Overview 2003-04

Sommaire financier 2003-04

LEED
SAUNDERS
DOYLE & CO.
Chartered Accountants

PUBLIC LEGAL EDUCATION AND INFORMATION SERVICE
OF NEW BRUNSWICK INC.

CORE FUND

STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2004

	Actual 2004	Budget 2004	Actual 2003
Receipts			
Justice Canada	$ 93,000	$ 93,000	$ 93,000
New Brunswick Law Foundation	90,000	90,000	90,000
N.B. Department of Justice (note 2)	70,000	70,000	70,000
Other	1,550	20,000	5,064
Volunteers in Kind (note 2)	40,000	40,000	40,000
	294,550	293,000	298,064
Disbursements			
Conference and travel	4,319	8,000	1,954
Office expense	53,992	36,000	54,673
Printing and distribution	24,865	42,000	39,234
Professional services	28,890	50,000	37,696
Salaries and benefits	85,165	77,000	77,000
Support staff	14,883	13,000	9,000
Translation	20,290	23,200	20,998
	231,150	293,000	239,864
Excess Of Receipts Over Disbursements (Disbursements Over Receipts) For The Year	$	$	$

SERVICE D'ÉDUCATION ET D'INFORMATION JURIDIQUES
DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.

FINANCEMENT DE BASE

ÉTAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DÉCAISSEMENTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2004

	Actuel 2004	Budget 2004	Actuel 2003
Encaissements			
Justice Canada	$ 93,000	$ 93,000	$ 93,000
Fondation populaire du droit du Nouveau-Brunswick	90,000	90,000	90,000
Ministère de la Justice du N.-B. (note 2)	70,000	70,000	70,000
Autres	1,550	20,000	5,064
Bénévoles (appui en nature) (note 2)	40,000	40,000	40,000
	294,550	293,000	298,064
Décaissements			
Conférences et voyages	4,319	8,000	1,954
Frais de bureau	53,992	36,000	54,673
Impression et distribution	24,865	42,000	39,234
Honoraires professionnels	28,890	50,000	37,696
Salaires et avantages sociaux	85,165	77,000	77,000
Soutien administratif	14,883	13,000	9,000
Traduction	20,290	23,200	20,998
	231,150	293,000	239,864
Excédent des encaissements sur les décaissements (des décaissements sur les encaissements) pour l'exercice	$	$	$

Mission Statement

Helping New Brunswickers Know the Law!

PLEIS-NB is a non-profit organization and a registered charity. Our mandate is to develop bilingual educational products and services about the law for the general public in order to promote access to the legal system. Our goal is to assist the public in identifying and understanding their legal rights and responsibilities, and attaining self-help skills where appropriate, to improve their ability to deal with legal issues.

To meet the diverse information needs of New Brunswickers, PLEIS-NB has adopted the following objectives:

(i) To respond to individual and community requests for information about the law, the legal system, sources of legal assistance and law reform;

(ii) To increase the availability of easily understood general information about the law, as well as law-related information on specific topics;

(iii) To promote a greater understanding of how the law affects everyday activities and to facilitate self-help skills; and,

(iv) To act as a clearinghouse for information about the law by promoting awareness of and access to legal resources in the community, while encouraging the coordination of public legal education initiatives.

Énoncé de mission

Le droit à la portée des Néo-Brunswickois et des Néo-Brunswickoises.

Le SPEIJ-NB est un organisme à but non-lucratif et à vocation charitable. Il a pour mandat de mettre sur pied divers produits et services éducatifs bilingues en matière juridique en vue de promouvoir l'accès du grand public à l'appareil judiciaire. Il vise à aider les justiciables à connaître et à comprendre leurs responsabilités et leurs droits légaux afin d'accroître leur capacité de faire face à des situations juridiques.

Quatre objectifs ont été établis par le SPEIJ-NB pour faciliter l'exécution de son mandat et l'établissement de ses priorités. Les voici :

i) Répondre aux demandes d'information de particuliers et de la collectivité au sujet du droit, du système judiciaire, des sources d'aide juridique et de la réforme du droit;

ii) Fournir au public davantage d'information générale et facile à comprendre sur la loi de même que de l'information juridique sur des sujets précis;

iii) Aider les gens à mieux comprendre les répercussions de la loi sur leurs activités quotidiennes et à apprendre à se débrouiller;

iv) Faire fonction d'organisme central de diffusion d'information juridique en faisant connaître et en rendant accessibles les ressources juridiques de la collectivité, tout en encourageant la coordination des initiatives d'éducation juridique publique.